"L'économie de marché, c’est l’économie de la confiance"

Publié le 11 mars 2021

Geoffroy Roux de Bézieux a participé aux côtés de Philippe Brassac président de la Fédération bancaire française et de Bruno Le Maire ministre de l’Economie, des Finances et de la Relance à une émission spéciale sur BFM Business sur le thème « quoi qu’il en coûte… et après ? » Il s'est dit "optimiste sans être naïf" car la France a su "garder l'outil productif debout".

"*Je suis assez optimiste sans être naïf. On ne la voit pas encore la fin du confinement ou du couvre-feu mais enfin bon, on commence à vacciner, on va y arriver. D’autres pays l’ont fait avant nous. Les Anglais ont un peu d’avance, les Israéliens semblent sortis et comme l’a dit Philippe, on a gardé l’outil productif au sens large debout. Vous savez que les faillites sont en baisse de 40 %*" a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux. Pour lui le gouvernement a fait "*ce qu’il fallait faire et le « quoi qu’il en coûte » est justifié. (...) Les entrepreneurs et les consommateurs sont prêts à redémarrer et je pousse beaucoup depuis six mois pour qu’on fasse le monde avec, c’est-à-dire qu’on ouvre le plus vite possible, le plus tôt possible, même dans des conditions non optimales*".

Geoffroy Roux de Bézieux, s'est également déclaré favorable à un carnet de vaccinal , pour lui, "*ce n’est pas une privation de la liberté*".

"*L'économie de marché, c’est l’économie de la confiance*" a précisé Geoffroy Roux de Bézieux. "*Quand les consommateurs et les entrepreneurs auront compris qu’on a la solution avec les vaccins et qu' on ne va pas revenir sur un confinement tous les trois mois, le taux de croissance sera fort et ’on sera surpris*".

Pour autant, il reconnaît que la crise "*a aussi eu des côtés transformationnels de l’économie et qu’il y a des secteurs où ce ne sera pas comme avant (...) A un moment, il faut aussi se dire : eh bien le modèle a changé et en tirer les conséquences*".

Pour Geoffroy Roux de Bézieux, "*l’argent public doit aller là où l’argent privé ne va pas. Le PGE, c’était le très bon exemple. On ne pouvait pas mobiliser 150 milliards d’euros de fonds sans la garantie de l’Etat à 90 %. Mais aujourd’hui, il y a de l’argent, il y a de l’argent massivement dans le monde entier pour investir. D’ailleurs, ça va être probablement le retour de l’inflation à un moment ou un autre. Donc je pense qu’assez vite et encore une fois, dès que les conditions sanitaires seront levées, l’argent privé va arriver. Et je pense qu’aujourd’hui, on manque plutôt de projets et d’investissements que d’argent*".

>> Revoir l'émission sur le site de BFM TV